

6 43
FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

ANNÉE 1928

THÈSE

No 29

POUR

LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ

(MENTION MÉDECINE)

PAR

Moisés N. VALDIVIA

Né le 31 janvier 1900 à Sicuani (Pérou)

LA DÉFENSE
DES TITRES MÉDICAUX

Président : M. BALTHAZARD, Professeur

PARIS
LIBRAIRIE LOUIS ARNETTE
2, RUE CASIMIR-DELAVIGNE, 2

• 1928

Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

ANNÉE 1928

THÈSE

N° —

POUR

LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ

(MENTION MÉDECINE)

PAR

Moisés N. VALDIVIA

Né le 31 janvier 1900 à Sicuani (Pérou)

LA DÉFENSE
DES TITRES MÉDICAUX

Président : M. BALTHAZARD, Professeur

PARIS

LIBRAIRIE LOUIS ARNETTE

2, RUE CASIMIR-DELAVIGNE, 2

1928

I. — PROFESSEURS

	MM.
Anatomie	ROUVIÈRE.
Anatomie médicale chirurgicale	CUNEO.
Physiologie	ROGER.
Physique médicale	STROHL.
Chimie organique et chimie générale	DESGREZ.
Bactériologie	LEMIERRE.
Parasitologie et histoire naturelle médicale	BRUMPT.
Pathologie et thérapeutique générales	Marcel LABBÉ
Pathologie médicale	SICARD.
Pathologie chirurgicale	LECENE.
Anatomie pathologique	ROUSSY.
Histologie	N...
Pharmacologie et matière médicale	TIFFENEAU.
Thérapeutique	LOEPER.
Hygiène	Léon BERNARD.
Médecine légale	BALTHAZARD.
Histoire de la médecine et de la chirurgie	MENETRIER.
Pathologie expérimentale et comparée	RATHERY.
Clinique médicale.	CARNOT.
	BEZANÇON.
	ACHARD.
	WIDAL.
Hygiène et clinique de la première enfance.	MARFAN.
Clinique des maladies des enfants	NOBÉCOURT.
Clinique des maladies mentales et des maladies de l'encéphale.	H. CLAUDE.
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques	JEANSELME.
Clinique des maladies du système nerveux.	GUILLAIN.
Clinique des maladies infectieuses	TESSIER.
	DELBET.
Clinique chirurgicale.	HARTMANN.
	LEJARS.
	GOSSET.
Clinique ophtalmologique	TERRIEN.
Clinique urologique	LEGUEU.
	COUVELAIRE.
Clinique d'accouchements	BRINDEAU.
	JEANNIN.
Clinique gynécologique	J.-L. FAURE.
Clinique chirurgicale infantile et orthopédie.	OMBREDANNE.
Clinique thérapeutique médicale	VAQUEZ.
Clinique oto-rhino-laryngologique	SEBILEAU.
Clinique thérapeutique chirurgicale.	DUVAL.
Clinique propédeutique.	SERGENT.
Professeur sans chaire.	BRANCA.

II. — AGRÉGÉS EN EXERCICE

MM.

ABRAMI	Pathologie médicale.
AUBERTIN . . .	Pathologie médicale.
BASSET	Pathologie chirurgicale.
BAUDOUIN . . .	Pathologie médicale.
BINET	Physiologie.
BLANCHETIÈRE	Chimie biologique.
BROCQ	Pathologie chirurgicale.
BRULÉ	Pathologie médicale.
CADENAT	Pathologie chirurgicale.
CHABROL	Pathologie médicale.
CHAMPY	Histologie.
CHIRAY }	Pathologie médicale.
CLERC }	
DEBRÉ	Hygiène.
J. de JONG . . .	Anatomie pathologique.
DOGNON	Physique.
DONZELOT . . .	Pathologie médicale.
DUVOIR	Médecine légale.
ECALLE	Obstétrique.
FIESSINGER . . .	Pathologie médicale.
GARNIER	Pathologie expérimentale.
GATELLIER . . .	Pathologie chirurgicale.
HARVIER	Pathologie médicale.
HEITZ-BOYER . .	Urologie.

M

HOVELACQUE Anatomie.
HUTINEL. . . Pathologie médicale.
JOYEUX . . . Parasitologie.
LABBÉ[Henri]. Chimie biologique.
LARDENNOIS. Pathologie chirurgicale.
LEMAITRE. . . Oto-rhino-laryngologie
LEVY-SOLAL. Obstétrique.
LHERMITTE. Pathologie mentale.
LIAN. . . . Pathologie médicale.
MATHIEU . . Pathologie chirurgicale.
METZGER. . . Obstétrique.
MONDOR . . . Pathologie chirurgicale
MOURE . . . Pathologie chirurgicale
MULON. . . . Histologie.
PHILIBERT. . Bactériologie
QUENU . . . Pathologie chirurgicale
RICHET Fils . Physiologie.
SÉZARY. . . . Dermatologie et syphi-
lographie.
VALLERY-RA-
DOT (Pasteur) Pathologie médicale.
VAUDESCAL. Obstétrique.
VELTER . . . Ophtalmologie.
VERNE . . . Histologie.

III. — AGRÉGÉS RAPPELÉS A L'EXERCICE

pour le service des examens

MM.

GOUGEROT. . Pathologie médicale
GUÉNIOT. . . Obstétrique.

MM.

RETTERER. . Histologie.
TANON. . . . Pathologie médicale.

IV. — AGRÉGÉS CHARGÉS DE COURS DE CLINIQUE

à titre permanent

MM.		MM.	
ALGLAVE . .	} Clinique chirurgicale.	LÉRI	} Clinique médicale.
AUVRAY . .		MOCQUOT . .	
CHEVASSU . .		PROUST . . .	} Clinique chirurgicale.
LAIGNEL-LAVASTINE . .	Clinique médicale.	SCHWARTZ . .	
LE LORIER . .	Clinique obstétricale.	VILLARET . .	Clinique médicale.
LERREBOULLET . . .	Clinique médicale infantile.		

V. — CHARGÉS DE COURS

MM. MAUCLAIRE, agrégé	} Chargé du cours de chirurgie orthopédique chez l'adulte pour les accidentés du travail, les mutilés de guerre et les infirmes adultes.
FREY	
CHAILLEY-BERT	Stomatologie.
LEDoux-LEBARD	Education physique.
	Radiologie clinique.

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'Ecole a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées, doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

A MON PÈRE, A MA MÈRE

*Qui n'ont cessé de me prodiguer leur
affection et leur dévouement, je
dédie ce travail en témoignage de
ma reconnaissance et de mon pro-
fond amour filial.*

A MES FRÈRES ET SŒURS

A MONSIEUR LE PROFESSEUR BALTHAZARD

Professeur de Médecine légale à la Faculté

Membre de l'Académie de Médecine

Officier de la Légion d'Honneur

*Qui nous a fait le grand honneur
d'accepter la présidence de notre
thèse et à mis à notre disposition
des documents précieux pour la réa-
lisation de notre travail.*

A MES MAITRES
DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

A MES MAITRES DANS LES HOPITAUX DE PARIS

A MES MAITRES
DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE DE MONTPELLIER

A MES AMIS

A MONSIEUR JUSTIN BESANÇON

Interne des Hôpitaux de Paris
Préparateur à la Faculté
Lauréat de l'Académie de Médecine

*Dont l'aide bienveillante nous a été
précieuse.*

AVANT-PROPOS

On trouvera dans cette thèse un certain nombre de *documents inédits*. Une grande partie de ces pièces provient des Archives de la Fédération des Associations Professionnelles des Externes et Anciens Externes des Hôpitaux de France, qui a tant fait pour défendre les titres médicaux et qui a mis à l'étude de son prochain Congrès de Bordeaux les moyens de défense de ces titres.

Son président, M. L. Justin-Besançon, interne des hôpitaux de Paris, préparateur à la Faculté, lauréat de l'Académie de Médecine voudra bien trouver ici l'expression de notre reconnaissance.

Les idées que nous défendons ont été résumées par lui dans son Rapport présenté au Congrès de la F. A. E. à Strasbourg, en février 1927.

D'autres documents ont été puisés dans le remarquable article que M. le docteur Paul Boudin, ex-interne des hôpitaux de Lyon, Docteur en Droit, Membre du Conseil Supérieur de l'Assistance Publique a fait paraître dans le *Concours Médical*. Nous l'assurons, ainsi que le *Concours Médical*, de notre très vive gratitude.

CHAPITRE PREMIER

Il ne se passe pas une année sans que l'Association Amicale des Internes et Anciens Internes des Hôpitaux et Hospices civils de Paris, l'Association Générale de l'Internat des Hospices civils de Lyon, l'Association Professionnelle des Externes et Anciens Externes des Hôpitaux de Paris, n'aient à intervenir, soit par voie de conciliation, soit par action en Justice, à l'occasion d'une usurpation de titres hospitaliers.

En veut-on quelques exemples ? Nous les prendrons dans les derniers numéros de 1923-1926 de la Revue *Le Crocodile*, organe de l'Association Générale de l'Internat des Hospices civils de Lyon :

« Attribution du titre d'Internes en Pharmacie aux Pharmaciens-adjoints des Hôpitaux. Le Comité décide de protester contre cette mesure, en raison des graves inconvénients que peut créer une confusion de titres pour le corps de l'Internat » (*Le Crocodile*, n° 4, 1924).

Dans un autre numéro nous voyons : « Pendant le cours de la dernière période, nous avons eu trois fois à défendre le titre d'ancien interne. Notre secrétaire a

» envoyé aux confrères peu scrupuleux la circulaire
» que nous avons combinée d'accord avec l'Adminis-
» tration des hospices. Nous espérons bien n'avoir pas
» trop souvent à nous en servir » (*Le Crocodile*, n° 6,
1926).

Enfin dans le n° 2 de 1925 nous lisons : « La défense
« du titre. Etude monographique des eaux minérales
» du département de l'Isère, *Thèse de Lyon* 1925, n° 182,
» soutenue le 3 avril 1925, par M. Lapras, interne-
» lauréat des Hôpitaux de Lyon, diplômé de bactériolo-
» gie ».

« Il s'agit d'un Interne « en pharmacie » qui, dès son
» premier acte officiel, ne respecte par les conditions
» d'emploi du titre accordé récemment par l'Adminis-
» tration des Hôpitaux (délibération du 10 décembre
» 1924). Le Comité de l'Association a protesté, l'Admi-
» nistration a promis d'agir ».

Nous nous bornerons à citer ces trois exemples, parce
qu'ils sont tout à fait typiques et qu'ils représentent
trois types de manifestations des Associations pour dé-
fendre les titres hospitaliers.

Nous pourrions multiplier ces exemples ; nous pour-
rions rapporter notamment les démarches faites par
l'Internat des Hôpitaux de Paris. Nous pourrions encore
rapporter, en détail, les remarquables travaux qui ont
été poursuivis à ce sujet dans les divers Congrès de
l'Internat des villes de France.

Nous préférons donner à ce travail un caractère plus
juridique que documentaire, et c'est pourquoi nous ex-
poserons, tout de suite, le plan de notre sujet.

Nous envisagerons successivement :

1° La défense du titre de « Docteur en Médecine » et nous montrerons comment la loi de 1892 a protégé ce titre.

2° Puis nous exposerons de quelle manière la défense des autres titres universitaires a été récemment prévue par la Loi du 26 mars 1924. Nous verrons comment cette loi protège ainsi les titres de Professeur, Agrégé, Chef de Laboratoire, Chef de Clinique, etc... Accessoirement, nous ferons allusion au décret du 26 juin 1920 portant règlement d'administration publique sur l'exercice de la profession d'avocat et la discipline du Barreau pour mettre en évidence quelle voie détournée a quelquefois été prise pour protéger les titres valablement acquis.

3° Nous exposerons la question de la défense des titres hospitaliers : Médecin des hôpitaux, Chirurgiens des hôpitaux, Internes et anciens Internes, Externes et anciens Externes, etc... Nous verrons comment aucune loi ne protège actuellement ces titrés et par quelle voie les Associations professionnelles médicales sont amenées à les défendre.

4° Enfin, dans un chapitre général, nous envisagerons comment une action civile peut être intentée pour usurpation de titres, et pourquoi nous préfererions qu'une loi spéciale substitue l'action pénale à l'action civile contre les usurpations de titres.

Dans cette étude nous ne ferons que rappeler, dans le premier chapitre, la loi qui défend le titre de « Docteur en Médecine ».

Le deuxième chapitre nous retiendra un peu plus longtemps, en raison de la nouveauté de la loi du 26 mars 1924 et de son extension possible.

Enfin nous discuterons amplement le chapitre qui concerne la défense des titres hospitaliers et la nécessité d'une action pénale dans les usurpations de titres car, en cette matière, la lacune de la législation est manifeste.

CHAPITRE II

LA DÉFENSE DU TITRE DE DOCTEUR EN MÉDECINE

1. — Le droit d'exercer la Médecine

La défense du titre de « Docteur en Médecine » a été réglée par la loi du 30 novembre 1892 ; voici comment cette loi est commentée par le Professeur V. Balthazar, dans son *Précis de Médecine légale* :

« *Médecins.* — La loi du 19 ventôse an XI (10 mars 1803) avait distingué deux ordres de médecins, les docteurs et les officiers de santé, mais elle avait mal délimité leurs droits d'intervention. En réalité, les officiers de santé, malgré des études très inférieures à celles des docteurs, jouissaient à peu près des mêmes prérogatives, si ce n'est qu'ils n'étaient pas autorisés à procéder aux opérations chirurgicales délicates et qu'ils n'avaient droit d'exercer la médecine que dans un seul département. Au cours de la discussion de la loi de l'an XI, Carret (du Rhône), avait justifié la création des officiers de santé en

» déclarant que « les habitants des campagnes, ayant
» des mœurs plus pures que ceux des villes, ont des
» maladies plus simples, qui exigent pour cette raison
» moins d'instruction et moins d'apprêts ».

« On a pensé avec raison que tous ceux auxquels
» était confié le privilège de soigner les malades
» devaient présenter un minimum de garanties d'ins-
» truction médicale, reconnu par un diplôme unique.
» D'où la suppression des officiers de santé. La loi a
» cependant prévu une période de transition respectant
» les droits acquis par les officiers de santé déjà
» pourvus du diplôme ou en instance de l'obtenir, au
» moment de sa promulgation. Malgré ces dispositions
» libérales, le nombre des officiers de santé a diminué
» depuis 1892 d'une façon considérable : on en comptait
» à Paris 208 en 1891, 14 seulement sont inscrits sur
» les annuaires pour 1914.

« Enfin la loi du 30 novembre 1892 a assuré une
» répression plus efficace de l'exercice illégal de la
» médecine et du charlatanisme, en punissant de
» peines plus sévères ceux qui s'y livrent et en autori-
» sant les médecins à se grouper en syndicats. Les
» syndicats ont acquis le droit de poursuivre en justice
» les charlatans ; ils peuvent se porter partie civile au
» procès et obtenir des dommages-intérêts.

Art. 1^{er}. — Nul ne peut exercer la médecine en France
s'il n'est muni d'un diplôme de docteur en médecine délivré
par le gouvernement français, à la suite d'examens subis
dans un établissement d'enseignement supérieur médical
de l'Etat (Facultés, Ecoles de plein exercice et Ecoles

préparatoires réorganisées conformément aux règlements rendus, après avis du Conseil supérieur de l'Instruction publique).

« Les articles suivants réglementent les conditions » des professions de dentiste et de sage-femme ».

La loi de 1892 s'est également préoccupée, dans son article 5, de défendre les titres médicaux acquis par les citoyens français contre la concurrence des étudiants en médecine étrangers. Voici comment est conçu cet article 5 : « *Etudiants et médecins étrangers* ; Les médecins, les chirurgiens dentistes et les sages-femmes » diplômés à l'étranger, quelle que soit leur nationalité, » ne pourront exercer leur profession en France qu'à » la condition d'y avoir obtenu le diplôme de docteur en » médecine, de dentiste ou de sage-femme, en se » conformant aux dispositions prévues par les articles » précédents.

« Des dispenses de scolarité et d'examen pourront » être accordées par le ministre, conformément à un » règlement délibéré en Conseil supérieur de l'Instruction publique. En aucun cas, les dispenses accordées » pour l'obtention du doctorat ne pourront porter sur » plus de trois épreuves ».

La législation antérieure à 1892 ne prévoyait pas de dispositions semblables. Il appartenait au Gouvernement d'accorder des dispenses spéciales aux médecins et chirurgiens étrangers qui désiraient exercer en France. Voici un commentaire de M. Balthazard sur cette disposition légale :

« L'étranger qui a conquis son diplôme dans une

» déclarant que « les habitants des campagnes, ayant
» des mœurs plus pures que ceux des villes, ont des
» maladies plus simples, qui exigent pour cette raison
» moins d'instruction et moins d'appâts ».

« On a pensé avec raison que tous ceux auxquels
» était confié le privilège de soigner les malades
» devaient présenter un minimum de garanties d'ins-
» truction médicale, reconnu par un diplôme unique.
» D'où la suppression des officiers de santé. La loi a
» cependant prévu une période de transition respectant
» les droits acquis par les officiers de santé déjà
» pourvus du diplôme ou en instance de l'obtenir, au
» moment de sa promulgation. Malgré ces dispositions
» libérales, le nombre des officiers de santé a diminué
» depuis 1892 d'une façon considérable : on en comptait
» à Paris 208 en 1891, 14 seulement sont inscrits sur
» les annuaires pour 1914.

« Enfin la loi du 30 novembre 1892 a assuré une
» répression plus efficace de l'exercice illégal de la
» médecine et du charlatanisme, en punissant de
» peines plus sévères ceux qui s'y livrent et en autori-
» sant les médecins à se grouper en syndicats. Les
» syndicats ont acquis le droit de poursuivre en justice
» les charlatans ; ils peuvent se porter partie civile au
» procès et obtenir des dommages-intérêts.

Art. 1^{er}. — Nul ne peut exercer la médecine en France
s'il n'est muni d'un diplôme de docteur en médecine délivré
par le gouvernement français, à la suite d'examens subis
dans un établissement d'enseignement supérieur médical
de l'Etat (Facultés, Ecoles de plein exercice et Ecoles

préparatoires réorganisées conformément aux règlements rendus, après avis du Conseil supérieur de l'Instruction publique).

« Les articles suivants réglementent les conditions » des professions de dentiste et de sage-femme ».

La loi de 1892 s'est également préoccupée, dans son article 5, de défendre les titres médicaux acquis par les citoyens français contre la concurrence des étudiants en médecine étrangers. Voici comment est conçu cet article 5 : « *Etudiants et médecins étrangers* ; Les médecins, les chirurgiens dentistes et les sages-femmes » diplômés à l'étranger, quelle que soit leur nationalité, » ne pourront exercer leur profession en France qu'à » la condition d'y avoir obtenu le diplôme de docteur en » médecine, de dentiste ou de sage-femme, en se » conformant aux dispositions prévues par les articles » précédents.

« Des dispenses de scolarité et d'examen pourront » être accordées par le ministre, conformément à un » règlement délibéré en Conseil supérieur de l'Instruction publique. En aucun cas, les dispenses accordées » pour l'obtention du doctorat ne pourront porter sur » plus de trois épreuves ».

La législation antérieure à 1892 ne prévoyait pas de dispositions semblables. Il appartenait au Gouvernement d'accorder des dispenses spéciales aux médecins et chirurgiens étrangers qui désiraient exercer en France. Voici un commentaire de M. Balthazard sur cette disposition légale :

« L'étranger qui a conquis son diplôme dans une

» Faculté française jouit des mêmes prérogatives que
» les Français. Mais il doit en principe poursuivre les
» études médicales dans les mêmes conditions, donner
» les mêmes preuves d'instruction générale avant le
» début des études ; on doit donc exiger de lui les
» baccalauréats, puisqu'il a déjà l'avantage de n'avoir
» pas à satisfaire à la loi militaire. Ce principe se
» trouve dans le premier alinéa de l'article 7 ; malheu-
» reusement, le second alinéa a ouvert la porte aux
» abus et aux injustices en admettant l'équivalence
« entre les certificats scolaires étrangers et les bacca-
» laurés français.

« A l'heure actuelle, la France constitue un centre
» d'attraction pour les étudiants étrangers ; à les rece-
» voir dans ses facultés, à les pénétrer de sa culture et
» de sa pensée, elle doit tirer un immense bénéfice
» moral. Mais il est essentiel que l'étranger vienne
» faire ses études en France sans avoir la possibilité
» d'y exercer ultérieurement la médecine. L'autorité
» devra donc accorder largement les équivalences aux
» étudiants qui demandent le diplôme universitaire, ne
» conférant pas le droit d'exercer la médecine en
» France ; elle devra refuser d'une façon absolue le
» bénéfice des équivalences aux étrangers qui postu-
» lent pour le doctorat en médecine ».

Art. 7. — Les étudiants étrangers qui postulent, soit le diplôme de docteur en médecine visé à l'art. 1^{er} de la présente loi, soit le diplôme de chirurgien dentiste visé à l'art. 2 et les élèves de nationalité étrangère qui postulent le diplôme de sage-femme de 1^{re} ou de 2^e classe visé à l'art. 3, sont sou-

mis aux mêmes règles de scolarité et d'examens que les étudiants français.

Toutefois, il pourra leur être accordé, en vue de l'inscription dans les Facultés et Ecoles de médecine, soit l'équivalence des diplômes ou certificats obtenus par eux à l'étranger, soit la dispense des grades français requis pour cette inscription, ainsi que des dispenses partielles de scolarité correspondant à la durée des études faites par eux à l'étranger.

2° L'usurpation du titre de docteur en médecine

Jusqu'à la loi du 26 mars 1924 sur l'usurpation des titres professionnels, n'importe qui pouvait mettre sur sa carte de visite : « Docteur en médecine » — « Docteur en droit » — « Docteur ès sciences », etc... Aucune loi, aucun décret n'assurait la répression de cet abus. A plus forte raison on ne pouvait pas reprocher à un docteur en pharmacie d'inscrire sur un document : Docteur X..., sans préciser s'il s'agit du titre de docteur en médecine ou de docteur en pharmacie. Cependant l'usurpation de titre est punie indirectement par l'art. 19 de la loi du 30 novembre 1892 qui dit : « L'exercice » illégal de la médecine, de l'art dentaire, avec usurpation du titre de docteur ou d'officier de santé, est » puni d'une amende de 1000 à 2000 francs et en cas » de récidive d'une amende de 2 à 3000 francs et d'un » emprisonnement de six mois à un an ou de l'une de » ces deux peines seulement ».

En somme, le fait d'avoir usurpé le titre de Docteur en médecine constitue, d'après la loi du 30 novembre 1892, une aggravation lorsque l'individu qui commet

cette usurpation se livre à l'exercice illégal de la médecine.

Cette subtilité de la loi rend difficile la répression de l'exercice illégal de la médecine. Nous laissons ici la parole au Docteur Paul Boudin, qui, dans un article paru le 27 avril 1927 dans le *Concours Médical*, écrit :

« A la suite du Congrès pour la répression de l'exercice illégal de la médecine, tenu à Paris, en 1906, sous l'impulsion du Dr Levassort, un effort avait été tenté, auprès du Parlement pour qu'une loi, modifiant celle du 30 novembre 1892, puisse mettre fin aux abus scandaleux des usurpations du titre de docteur en médecine.

« Aux termes de l'art. 19 de la loi du 30 novembre 1892, est punissable l'usurpation du titre de docteur en médecine, mais uniquement dans le cas où cette usurpation s'accompagne du délit d'exercice illégal.

« Il en résulte qu'un officier de santé, exerçant régulièrement la médecine, peut s'attribuer le titre de docteur, sans être répréhensible au nom de la loi pénale. De même pour une sage-femme ou un chirurgien-dentiste, munis d'un diplôme leur permettant de pratiquer l'art dentaire ou celui des accouchements (Cour de Cassation, 3 février 1898, Cour Paris, 15 avril 1896).

« L'art. 20 de la loi sur l'exercice de la médecine punit tout praticien qui, muni simplement d'un titre étranger de docteur en médecine, n'indique pas l'origine non française de son diplôme.

« Puisque la loi pénale est muette, il ne reste sou-

» vent que le recours à la juridiction civile, pour concurrence déloyale. Encore faut-il prouver que ces agissements ont causé un dommage au plaignant ».

Nous ne saurions trop nous associer à l'avis du Docteur Paul Boudin. Nous considérons que la loi pénale est tout à fait insuffisante et que le recours à la juridiction civile pour concurrence déloyale constitue, comme nous aurons l'occasion de le démontrer ultérieurement, un moyen de poursuite très insuffisant pour la répression des usurpations de titres et en particulier du titre de Docteur en médecine.

Fort heureusement, les dispositions de l'art. 19 de la loi du 30 novembre 1892 viennent d'être corrigées fortement par celles de la loi du 26 mars 1924 sur l'usurpation des titres professionnels.

Nous verrons même que, tout récemment, la jurisprudence vient de confirmer l'application de cette loi au titre de Docteur en médecine, dans un fort intéressant jugement de principe rendu le 3 mars 1927 par la 10^e Chambre du Tribunal Correctionnel de la Seine.

Quelles sont les bases de cette loi du 26 mars 1924 ? C'est ce que nous allons étudier dans le chapitre suivant.

CHAPITRE III

LA DÉFENSE DES TITRES DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE

Il pourrait sembler, au premier abord, que l'usurpation des titres de la Faculté de Médecine s'effectue assez rarement et que l'abus du titre de Professeur à la Faculté, par exemple, soit exceptionnellement commis. Nous allons montrer par quelques exemples que les usurpations des titres donnés par la Faculté sont plus fréquentes qu'on ne le pense.

Ne voit-on pas, en effet, le titre de « Professeur libre » fréquemment employé dans le but évident de duper la clientèle et d'attirer des malades auprès d'un praticien qui se pare indûment du titre de Professeur ?

Nous avons vu une fois le titre d' « Agrégé », qui ne signifie rien, employé dans le but évident de commettre une confusion avec « Agrégé ».

Des manipulateurs bénévoles se mettent à la disposition de chefs de service, dans les hôpitaux, pour faire des recherches de laboratoire et se parent ensuite du

titre de « Chef de laboratoire » qui leur est commun avec le titre de « Chef de Laboratoire de la Faculté ».

De même, nous avons relevé sur des annuaires médicaux le nom de praticiens suivi du titre de « Chef de la clinique X... ou Y... », clinique privée, pratique qui tend à créer une confusion avec le titre de « Chef de clinique » donné après concours à la Faculté.

Que dire encore de ce titre « d'assistant », « d'attaché à la Faculté de Médecine de Paris » dont se parent certains médecins, alors que le titre d' « Assistant étranger à la Faculté et le titre d' « Attaché médical de clinique chirurgicale » sont des titres créés par la Faculté.

Dans tous ces cas, il est très difficile de poursuivre, même au civil, étant donné que la similarité des titres n'existe pas, et que le fait de mettre « Professeur libre » au lieu de « Professeur », et « Chef de la clinique X », au lieu de « Chef de clinique de la Faculté », suffit pour rendre le recours à la juridiction civile pour concurrence déloyale extrêmement difficile.

D'ailleurs, comment s'effectue cette poursuite au civil? C'est ce que nous allons maintenant envisager.

I. — Poursuite devant le Tribunal civil pour usurpation de titres

Cette poursuite peut être le fait :

a) soit d'un malade qui a été traité par un médecin se parant d'un titre, qu'il ne possédait pas, et qui a ainsi abusé de la confiance du patient ;

b) soit par un professeur de Faculté, par exemple,

contre un médecin se parant indûment du titre de professeur.

En réalité ces deux éventualités sont exceptionnelles et cela pour deux raisons : tout d'abord, c'est qu'il est souvent matériellement difficile au malade ou au professeur d'intervenir dans ce cas, et, d'autre part, parce que le préjudice matériel ainsi causé est en général assez difficile à démontrer. En effet, un arrêt de la Cour de Cassation (crim. 6 juin 1913) confirmant un arrêt de la Cour de Paris « (23 décembre 1912), acquitte un pré- » venu qui, pendant une période électorale, au cours de » laquelle il était candidat contre le plaignant, prit, sans » l'avoir obtenu, le titre de docteur en droit.

« L'arrêt décide que la loi du 18 mars 1880, relative à » la liberté de l'enseignement supérieur, se borne à ré- » glementer les conditions dans lesquelles sont attribués » les titres ou grades universitaires et que si elle ne re- » connaît qu'aux certificats décernés par les Ecoles de » l'Etat, le droit de porter le titre de baccalauréat, de » licence ou de doctorat, il ne résulte point de son texte » qu'elle ait envisagé pour les réprimer, soit l'usage » d'un titre étranger, soit même l'usurpation d'un titre » français.

« C'est pour mettre fin à certains abus, rappelle le » le Dr Paul Boudin, que MM. Emile Laurent, Amiard et » Dalimier, députés, déposèrent à la séance de la Cham- » bre du 19 mai 1914 (*J. O.* du 20 mai 1914) une pro- » position de loi ainsi conçue :

« *Art. 1^{er}* : sera puni d'un emprisonnement d'un mois » à trois ans et d'une amende de 100 à 10.000 francs

» quiconque aura usurpé un titre, ou grade universi-
» taire, ou aura pris en France un titre ou grade uni-
» versitaire, conféré à l'étranger, sans en indiquer l'ori-
» gine ».

« Art. 2. — L'article 163 du code pénal sera applica-
» ble aux infractions prévues par la présente loi.

« Somme toute, l'Etat qui oblige certaines professions
» (médecins, avocats) à des études longues et dispen-
» dieuses, qui réglemente ces professions, en n'en per-
» mettant l'exercice qu'aux seuls porteurs des diplômes
» délivrés, dans des Facultés ou écoles reconnues, doit
» protéger les titulaires de ces diplômes contre tous
» ceux qui, sans y avoir droit, en usurent les qualifi-
» cations ».

*
* *

En somme, c'est surtout aux Associations et aux Fa-
cultés qu'il appartient d'exercer les poursuites contre
les abus de titres. Nous dirons même que c'est le grand
but des associations médicales et nous ne pouvons
mieux faire que de citer ici l'art. 1^{er} des statuts de l'As-
sociation Amicale des Internes et anciens Internes des
Hôpitaux et Hospices civils de Paris :

« L'association, dite Association amicale des Internes
» et Anciens Internes en médecine des Hôpitaux et Hos-
» pices civils de Paris, fondée en 1883, a pour but de
» resserrer et de perpétuer les liens qui se sont formés
» entre les Internes des Hôpitaux, afin qu'ils se prêtent
» secours et assistance, et d'assurer la défense par tous
» moyens, et notamment par l'action en justice, des

» titres d'Interne et d'ancien Interne en médecine des
» hôpitaux et hospices civils de Paris contre toutes usur-
» pations commises par toutes personnes n'ayant pas
» le droit de porter ce titre ni d'en faire usage, et en gé-
» néral la défense de tous droits et prérogatives attachés
» à ce titre... »

En effet, il est plus aisé pour les associations ou pour les groupements d'individus de prouver qu'il y a eu préjudice moral, et de ce fait d'intenter une action au civil pour demander la réparation de ce préjudice moral.

Cette action au civil est, on le sait, basée sur l'art. 1362 du Code civil.

Il convient de remarquer ici que pour justifier une demande en dommages-intérêts fondée sur l'art. 1382 du Code civil, il ne suffit pas d'invoquer un préjudice et d'attribuer une cause déterminée à ce préjudice. Il faut en outre établir que la cause invoquée a une relation effective avec le préjudice subi (Req., 27 mai 1895 ; D. P., 96-1-213 ; Civ. r., 21 février 1898 ; D. P. 1903-1-296 ; Civ. r., 13 mars 1900 ; D. P., 1900-1-588 ; Req., 15 avril 1908 ; D. P., 1908-1-421).

2. — Le Code pénal et les usurpations de titres

Devant cette difficulté de poursuivre au civil en cas d'abus de titres, le Législateur a récemment cherché, par une loi, à remédier à l'insuffisance du code pénal.

C'est dans l'article 259 du Code pénal que l'on a été chercher les bases de cette loi nouvelle. Cet article est ainsi conçu :

« Toute personne qui aura publiquement porté un
» costume, un uniforme ou une décoration qui ne lui
» appartiendrait pas, sera punie d'un emprisonnement
» de six mois à deux ans. Sera puni d'une amende de
» cinq cents francs à dix mille francs, quiconque qui,
» sans droit, et en vue de s'attribuer une distinction ho-
» norifique, aura publiquement pris un titre, changé,
» altéré ou modifié le nom que lui assignent les actes de
» l'état civil. Le Tribunal ordonnera la mention du ju-
» gement en marge des actes authentiques ou des actes
» de l'état-civil dans lesquels le titre aura été pris indû-
» ment ou le nom altéré.

« Dans tous les cas prévus par le présent article, le
» Tribunal pourra ordonner l'insertion intégrale ou par
» extrait du jugement dans les journaux qu'il désignera,
» le tout aux frais du condamné. »

C'est en étendant les principes édictés dans cet alinéa 1^{er} de l'art. 259 du Code Pénal qu'a été conçue et votée la loi du 26 mars 1924. Elle est ainsi conçue :

» *Article unique.* — Il est ajouté à l'alinéa 1^{er} de l'art.
» 259 du Code pénal la disposition suivante :

« Sera puni des mêmes peines quiconque aura fait
» usage d'un *titre attaché à une profession* légalement
» réglementée sans remplir les conditions exigées pour
» le porter ».

Or, malgré des dispositions qui semblent larges, étant donnés les termes vagues de la loi, on s'aperçoit rapidement qu'en ce qui concerne la profession médicale, cette loi ne protège guère que le titre de Docteur en Médecine et les titres de la Faculté *pour ceux qui sont*

encore en exercice : Professeurs — agrégés en exercice — chefs de clinique en exercice, etc...

Notre interprétation de la loi est en effet que le titre d'une profession légalement réglementée cesse d'être protégé par la loi lorsque ce titre ne s'attache plus à une profession effectivement remplie.

La loi du 26 mars 1924 est donc incomplète, même pour les titres donnés par la Faculté de Médecine. *A fortiori*, ne protège-t-elle nullement les titres obtenus dans les hôpitaux puisque même le fait d'être médecin des hôpitaux ne constitue pas, à vrai dire, une profession, ni même un emploi régulier, ainsi qu'il en résulte des discussions poursuivies à ce sujet au Conseil Supérieur de l'Assistance Publique, et dont on trouvera les détails dans le Bulletin de l'Association professionnelle des Externes et anciens Externes des Hôpitaux de Paris.

Il y a donc dans notre législation une lacune regrettable que les législations étrangères, en particulier le Code pénal italien (art. 186) ont depuis longtemps comblée.

Mais, pour les Docteurs en Médecine et pour ceux qui sont en exercice à la Faculté (Professeurs, Agrégés, Préparateurs, etc.), la loi du 26 mars 1924 apporte une garantie contre l'usurpation du titre professionnel, en dehors même des dispositions de la loi du 30 novembre 1892.

Tel est le jugement de principe qui a été rendu le 3 mars 1927 par la 10^e chambre du Tribunal Correctionnelle de la Seine, présidée par M. Thorel.

Voici les commentaires apportés à ce jugement par R. M. P. dans le n° 7 de juillet 1927 de l'*Index Médical*.

L'objet de la poursuite était le suivant :

Un sieur M... exploite, dans le ressort du tribunal de la Seine, trois cabinets dentaires. Mais comme il n'est pas diplômé, il fut poursuivi pour exercice illégal de l'art dentaire, pour avoir essayé des dentiers à des clients, et pour usurpation du titre de « médecin » ou de « chirurgien-dentiste ». On lui reprochait au sujet de cette inculpation d'avoir, postérieurement au 27 mars 1924, usé de cartes de visites au nom de « G. M. médecin-dentiste » et d'avoir utilisé un papier à lettres portant cette mention « G. M... successeur du docteur M..., médecin dentiste ». M M... ne faisait d'ailleurs aucune difficulté pour reconnaître qu'il avait pris le titre de médecin-dentiste jusqu'à ce que la Préfecture de police lui eût envoyé un avertissement. Le syndicat des chirurgiens-dentistes de France s'était porté partie civile.

A l'audience, il soutint qu'il ne pouvait que tomber sous le coup de l'article 49 de la loi du 30 novembre 1892, et non sous celui de l'article 259 du Code pénal. Le ministère public et la partie civile prétendaient le contraire.

Et le tribunal d'affirmer pour exacte la thèse du Parquet, et d'appliquer à l'inculpé les peines de l'article 259 du Code pénal. Voici d'ailleurs les motifs du jugement qui méritent, malgré leur longueur, d'être reproduits :

« Attendu que le seul fait retenu par le tribunal à la charge de M..., consistant dans l'usurpation du médecin dentiste, M... échapperait à une condamnation si sa thèse était admise : qu'en effet la loi du 30 novembre 1892 n'a puni aucun tiers en ce qui concerne l'art dentaire : que l'art général de la médecine exercé par les docteurs en médecine, les officiers de santé et les sages-femmes, que l'exercice illégal,

tient l'usurpation du titre qu'en tant que circonstance aggravante de l'exercice illégal, mais le délit de l'article 239 du Code pénal complété par la loi du 26 mars 1924, qui a une portée générale et s'applique à toutes les professions légalement réglementées, protégées par ce texte contre tous usurpateurs du titre attaché aux dites fonctions.

Ainsi donc, le nouvel article 239 du Code pénal protégerait tous les titres professionnels réglementés, en y appliquant les sanctions prévues par des lois spéciales comme celle de 1892. Il serait, par voie de conséquence, applicable à toutes les professions qui pourraient être réglementées dans l'avenir.

Si le jugement du tribunal ne peut qu'être approuvé en tant qu'il veut protéger la profession médicale, il ne saurait cependant être accueilli sans réserves.

La loi du 26 mars 1924, réprimant l'usurpation des titres professionnels, a ajouté à l'art. 239 Code pénal, un alinéa punissant l'usage d'un titre attaché à une profession légalement réglementée sans remplir les conditions exigées pour le porter.

MM. Félix Liouville et Paul Boncour (Rapport, Chambre des députés, n° 3416) exposaient que dans l'intérêt du public lui-même, il importait que les titres professionnels, auxquels le public fait crédit, fussent réservés sous la sanction des lois répressives, à ceux qui ont acquis, par des études contrôlées, le droit de les porter.

Mais les dispositions de l'article 239 du Code pénal sont-elle réellement applicables à l'usurpation du titre de docteur en médecine ? On pourrait en douter en se référant aux mêmes travaux préparatoires.

Dans sa proposition de loi du 12 juillet 1921, M. Liouville écrivait en effet : « Les titres professionnels, régulièrement acquis à la suite d'études contrôlées, ne bénéficient pas, dans la législation actuelle, d'une façon générale et à quelques exceptions près, d'une protection efficace assortie de sanc-

tions pénales. Sans doute les professions de pharmaciens, d'herboriste, de dentiste, de sage-femme et de médecin sont réglementées et leur exercice illégal est réprimé... » Et dans son rapport fait au nom de la Commission de législation civile et criminelle, le 27 juin 1922, le même député ajoutait : « Elle se borne à étendre, d'une façon générale, à tous les titres professionnels réglementés, les sanctions dont profitent déjà plusieurs professions en vertu des lois spéciales. C'est ainsi que les professions et le titre de pharmacien et herboriste, de dentiste, de sage-femme, de médecin, sont réglementés et que l'usurpation de ces titres est réprimée pénalement ».

Mais il n'est pas douteux que l'article 19 de la loi du 30 novembre 1892 punit l'usurpation du titre lorsqu'elle accompagne le délit d'exercice illégal, et pour qu'il y ait usurpation, il faut qu'on ait pris le titre de docteur en médecine. La Cour de cassation a jugé que si celui qui, se rendant coupable d'exercice illégal de la médecine, a pris seulement le titre de médecin ou de docteur, voire même celui de médecin spécialiste, ne peut tomber sous le coup de l'article 19 (Cour cassation, 13 décembre 1889, *Sirey*, 1890, 1, 189).

En effet, le mot docteur n'implique pas exclusivement l'idée d'une personne ayant fait des études médicales, mais que les docteurs en droit, ès-science ou ès-lettres avaient, aussi bien que le médecin, le droit de s'intituler docteur et de signer en faisant précéder ou suivre leur nom de l'indication de leur titre (Travaux préparatoires de la loi de 1892).

Il est donc certain que s'il y a seulement usurpation de titre, cette usurpation ne tombe pas sous le coup de la loi. C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour de Paris, en date du 15 avril 1896, a décidé qu'un officier de santé qui prenait sans droit le titre de docteur en médecine commettait un acte répréhensible, mais passible d'aucune peine. La Chambre criminelle de la Cour de cassation a, dans un arrêt du 3 février 1898 (*Daloz*, 1900, 1, 361), confirmé cette interprétation.

Et cela est si vrai, que la loi du 31 juillet 1923, relative au diplôme de docteur vétérinaire, punit ceux qui étant régulièrement docteurs-vétérinaires, sans être docteurs en médecine, n'ont pas fait suivre leur titre de docteur du titre de vétérinaire.

Et dans l'exposé des motifs de ce projet de loi du 12 octobre 1922, nous détachons le passage suivant : « L'attribution du titre de docteur-vétérinaire ne saurait porter préjudice à aucune corporation, ni amoindrir le prestige légitime qui s'attache en France, au titre de docteur. Elle ne saurait faire naître dans l'esprit public aucune confusion dès lors que ce titre sera immédiatement suivi de celui de vétérinaire ».

Tant que la Cour de cassation n'aura pas tranché cette question délicate, la porte est ouverte à toutes les interprétations.

CHAPITRE IV

LA DEFENSE DES TITRES HOSPITALIERS

1. Valeur des titres hospitaliers

Il est extrêmement difficile d'apprécier exactement la valeur des titres hospitaliers.

Tout d'abord, la valeur de ces titres, lorsqu'ils sont attachés à une fonction, a un sens et une portée différents de celle de ces mêmes titres lorsque la fonction cesse d'être exercée. C'est ainsi, par exemple, qu'au titre d'Interne en Médecine s'attache la possibilité d'exercer la médecine pendant une épidémie, ou à titre de remplaçant de Docteur en médecine ou d'Officier de santé, à condition de posséder un certain nombre d'inscriptions et d'être muni de l'autorisation délivrée par le Préfet du Département, pour un temps limité.

Au contraire, le titre d'ancien interne, pour une personne qui n'est pas Docteur en Médecine, ne confère point ce droit.

D'autre part, il est délicat de départager la valeur

morale et la valeur matérielle des titres hospitaliers.

Sans aucun doute, leur valeur morale est grande et le fait de pouvoir mettre sous son nom le titre de « Médecin » ou « Chirurgien des Hôpitaux de Paris » donne un poids assez considérable à tel exposé de travaux scientifiques ou à telle démarche faite en vue d'obtenir tels avantages. Quant à la valeur matérielle des titres, souvent invoquée par les Administrations hospitalières pour refuser d'augmenter les indemnités dérisoires accordées au Corps médical des hôpitaux, en affirmant que le titre de « Médecin des Hôpitaux » assure un exercice plus rémunérateur de la clientèle, il ne nous appartient pas de les apprécier.

Il n'en reste pas moins que la valeur des titres hospitaliers est considérable et que l'abus des titres en cette matière doit être réprimée autant que possible.

2. Définition des titres hospitaliers

Ceux qui abusent des titres d'ancien Interne ou de Médecin des Hôpitaux, se retranchent volontiers derrière des confusions de titres. Tel médecin qui a été interne des hôpitaux d'Angers ou de Poitiers, pourrait, en exerçant à Paris, mettre sur sa carte « Ancien Interne des Hôpitaux » en sous-entendant par là qu'il a été interne des hôpitaux de ces villes de province.

De même des confusions peuvent être créées à l'occasion des titres qui n'ont pas été obtenus au concours. Pour en donner un exemple, nous rappellerons l'article remarquable écrit récemment par J. Rousset, interne

des hôpitaux de Lyon; dans le n° 4, de 1917, du journal « Le Rôle », (Bulletin de l'Association des Externes et anciens Externes des hôpitaux de Lyon), à propos de la nomination à Lyon de huit internes canadiens nommés sans passer le concours de l'Internat. Laissons la parole à M. J. Rousset : « Une lettre officieuse a informé les » Internes en exercice que le Conseil d'administration » des Hospices civils de Lyon a, à l'unanimité, donné » son adhésion à un projet de nomination de huit internes canadiens qui, sans passer notre concours d' » ternat, auront tous les droits des internes lyonnais et » même le titre.

« Les maîtres qui ont négocié cet accord n'ayant en » vue que l'intérêt de l'Université et qui sont comblés » de titres et d'honneurs seront peut-être scandalisés » que nous, nous tenions à l'intégrité de notre pauvre » titre d'ancien Interne et que les Externes tiennent eux » aux quelques avantages que leur assure leur con- » cours.

« Nous leur demandons respectueusement de bien » vouloir seulement un instant songer aux difficultés » de la médecine sans simarre de pourpre et sans ser- » vice hospitalier. Ils comprendront peut-être mieux » alors l'âpreté toute paysanne avec laquelle nous dé- » fendons notre bien.

« Nous ne sommes pas étrangers aux nobles senti- » ments, non, mais nous comprenons mal que nous » fassions seuls les frais de cette nouvelle nuit du » quatre août ».

Nous définirons donc les titres hospitaliers comme

étant des *titres obtenus aux concours* régulièrement institués par les Administrations hospitalières après approbation préfectorale, et nous compléterons notre pensée en disant qu'il est de toute nécessité d'obliger les praticiens qui se parent de titres hospitaliers à indiquer tout au long la ville où ils ont obtenu le titre en question.

En l'absence de mesures obligeant les praticiens se parant de titres variés à préciser exactement les titres qu'ils rendent publics, les poursuites contre les usurpateurs de titres hospitaliers nous paraissent purement illusoires.

CHAPITRE V

L'ACTION CIVILE, L'ACTION COOPÉRATIVE ET L'ACTION PÉNALE DANS LES POURSUITES POUR USURPATION DE TITRES

1. — L'action civile

1° Ses bases.

Nous rappellerons que les bases de l'action civile reposent sur l'article 1382 du Code civil. Cet article est ainsi conçu : « Tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé, à le réparer ».

Nous avons déjà commenté cet article 1382 du Code Civil et nous avons montré comment il est difficile de prouver que les agissements ont causé réellement un dommage matériel ou moral au plaignant.

2° Les moyens d'action.

L'action peut être intentée par un médecin contre un confrère se parant de façon nuisible d'un titre auquel

il n'a point droit. Dans ce cas, le médecin doit démontrer qu'on lui cause un préjudice matériel. Il lui est en effet extrêmement difficile, sinon impossible, de démontrer qu'il a subi un préjudice moral.

Ou bien l'action peut être intentée par une association, telle par exemple que l'*Association des Externes et anciens Externes des Hôpitaux de Paris qui comprennent parmi ses membres des anciens Externes et des anciens Internes, voire même des médecins et chirurgiens des Hôpitaux*, peut intervenir dans tous ces cas. Le préjudice moral est alors assez facile à prouver, mais là encore, il se présente des difficultés : il faut en effet que l'association agisse avec une prudence extrême, se garde bien de faire paraître dans ses bulletins des propos inconsiderés vis-à-vis du confrère qui commet ce délit moral. En effet, nous trouvons dans le commentaire de la page 432 du Code civil de Dalloz 1923 la remarque suivante : « L'affichage d'une mise à l'index licite lorsqu'il se borne à l'exposé pur et simple des prétentions et des griefs respectifs des parties, se transforme en un délit ou en un quasi-délit et l'affichage contient des imputations diffamatoires ou des injures. Il en est ainsi surtout lorsque les affiches ont été répandues avec une profusion injustifiée à la veille d'un scrutin politique dans lequel le patron mis à l'index posait sa candidature (30 janvier 1907 ; D. P. 1908-2-171, V. 6 ; Req., 25 janvier 1905 ; D. P. 1905-1-153 comp. Paris 5 février 1901 ; D. P. 1901-2-427) ».

D'autre part, l'action civile, qu'elle soit exercée par une Association ou par un médecin est toujours longue,

pénible, coûteuse et délicate. Nous ne saurions mieux faire que de rapporter ici à ce sujet l'opinion donnée par le Professeur Verger, de Bordeaux, dans sa conférence faite à l'Assemblée Générale des Médecins de la Gironde, le 24 juin 1923 : « L'expérience passée nous » montre que l'action de la justice est, en un sens, » spasmodique, lente à se déclancher ; elle ne devient » efficace que quand le mal est à son comble. Il faut aux » juges, et cela se conçoit sans peine, des faits bien ca- » ractérisés d'escroquerie, car c'est le seul chef pour le- » quel on puisse vraiment engager des poursuites avec » chance de succès. Combien de fautes professionnelles, » de malhonnêtetés médicales, pourtant évidentes et » déshonorantes au regard de la morale profession- » nelle échappent à cette qualification légale. Médicale- » ment l'action de la justice reste donc très incom- » plète.

« En outre, l'action judiciaire, publique par défini- » tion, se déroulant avec une lenteur nécessaire, mais » bien dangereuse parfois, ne va pas sans une atmos- » phère de méfiance dont tout le corps médical finirait » par pâtir dans son ensemble si des procès pareils à » ceux dont nous voyons se dérouler les premiers épi- » sodes devaient se renouveler périodiquement.

« L'action judiciaire contre les indésirables, dirai-je, » est une thérapeutique chirurgicale héroïque qu'il faut » savoir subir quand elle devient seule possible, mais » qu'il vaudrait mieux savoir éviter par une thérapieu- » tique préventive, plus constante et surtout plus dis- » crète, celle que les syndicats n'ont pu faire faute de

» moyens idoines jusqu'ici, je veux dire l'élimination
» des indésirables au fur et à mesure de leur appari-
» tion.

« Car il apparaît bien que le nœud du problème est
» là et pas ailleurs : que les indésirables puissent être
» éliminés, empêchés d'exercer par un moyen légal,
» sans possibilité de tourner efficacement la loi et le ni-
» veau moyen de la morale professionnelle sera main-
» tenu sans qu'il soit besoin de recourir aux juridic-
» tions répressives. Ce but, le syndicat n'a pas pu et ne
» peut pas l'atteindre dans le cadre des lois existantes.

« Un ordre des médecins y suffirait-il mieux ? Oui,
» assurément, s'il était armé de pouvoirs suffisants,
» c'est-à-dire s'il était constitué par une loi et si les dé-
» cisions des conseils s'imposaient avec l'autorité d'un
» jugement revêtu de la formule exécutoire ».

Cette citation de la conférence du Professeur Verger nous amène à envisager un deuxième moyen de protes-
tation contre l'abus des titres : c'est l'action corpora-
tive.

2. — L'action corporative

1^o L'ordre des médecins et l'usurpation des titres.

C'est un des arguments donnés en faveur de la créa-
tion d'un ordre des Médecins que la possibilité qu'au-
raient le bâtonnier et les Conseils de cet ordre de chas-
ser de l'ordre les médecins usant abusivement des titres
auxquels ils n'ont point droit.

Cette idée n'est pas neuve. Déjà, en effet, en 1828,

MM. Geoffroy et Leullier-Winslow, docteurs en médecine, médecins des hôpitaux et hospices civils de Paris publiaient une brochure de 24 pages intitulée : « Quelques idées relatives à la discipline médicale, ou projet d'établissement de Collèges de docteurs en médecine et de collèges d'officiers de santé, pour répondre aux questions adressées par le Ministre de l'Intérieur sur l'établissement de Chambres de discipline ».

Le professeur Okinczyc, dans sa remarquable brochure, dans laquelle il reproduit une conférence prononcée en 1923 aux amis de Laënnec, et qu'il a fait paraître chez Maloine, propose des bases fort intéressantes d'un Ordre des Médecins. Depuis, divers projets (Loi déposée à la Chambre en 1923, Rapport Deguy, Rapport Duchesne, Rapport d'Ayrenx, Rapport d'Aversenq) se sont proposé pour but de définir la constitution de cet Ordre des Médecins. Un tel ordre aurait en effet pouvoir pour réprimer des abus de titres.

2. — Différence entre les médecins et les avocats

A vrai dire, l'assimilation entre les médecins et les avocats n'est guère aisée.

M^e de Fallois, dans un rapport sur la question, a développé cinq objections contre l'institution d'un Ordre des Médecins. Toutes sont tirées des différences profondes, essentielles, qui distinguent le métier de médecin de celui d'avocat. « Cela ne prouve qu'une chose », remarque MM. d'Ayrenx et Frigaux, « c'est que si le barreau est une profession à la fois académique et pratique comme la médecine est une profession doctrinale et

pratique, si l'avocat est un homme de lettres qui s'occupe d'affaires comme le médecin est un homme de sciences qui s'occupe des maux de l'humanité, cette analogie apparente n'empêche pas que les règles à appliquer dans l'un et l'autre cas ne sauraient se confronter et que le terme « **Ordre des Médecins** » tend à créer dans l'esprit une confusion dont il est nécessaire de se bien dégager ».

Néanmoins, si l'on arrive à mettre sur pied cet **Ordre des Médecins**, il faut convenir qu'avec l'aide d'un simple décret, ministériel, il est susceptible de réglementer de façon fort utile, l'usage des titres médicaux.

3. — **La réglementation par un **Ordre des Médecins des titres médicaux****

A vrai dire, ce n'est pas l'Ordre lui-même qui réglementerait l'usage des titres, mais bien un Décret ministériel qui confierait à cet Ordre la surveillance de ces titres.

Nous n'en voulons pour exemple que le récent décret du 20 juin 1920 portant règlement d'administration publique sur l'exercice de la profession d'avocat.

Nous ne rapporterons ici que les articles les plus intéressants de ce décret, à titre d'exemple et pour montrer comment un décret semblable pourrait réglementer l'usage des titres de docteur en médecine ou des titres hospitaliers :

« Décret du 20 juin 1920 :

» portant règlement d'administration publique sur l'exercice de la profession d'avocat et la discipline du barreau
» *J. O.* 22 juin 1920).

« LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE. Sur le rapport du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, vu la loi du 22 ventôse an XII, et en particulier les articles 29 et 38 de ladite loi qui sont ainsi conçus :

« Vu l'ordonnance du 20 novembre 1922, Vu l'ordonnance du 27 août 1830, Vu le décret du 22 mars 1852, Vu le décret du 10 mars 1870, le Conseil d'Etat entendu, décide :

«

Art. 5. — Seuls ont droit au titre d'avocat les licenciés en droit, qui sont régulièrement inscrits au tableau, ou au stage du barreau d'une Cour d'appel ou d'un tribunal de première instance. Ils doivent faire suivre leur titre d'avocat de la mention de ce barreau.

« Cette disposition n'est pas applicable aux avocats du Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation.

« *Art. 6.* — Les avocats inscrits au tableau peuvent, excepté dans le cas prévu à l'article 32, exercer leur ministère en conformité de lois et règlements et devant toutes les juridictions, sauf devant le Tribunal des Conflits, le Conseil d'Etat, la Cour de Cassation, la Cour des Comptes et le Conseil des prises, et ce, sans autorisation et sous la seule obligation lorsqu'ils se déplacent de se présenter au Président et au Magistrat du Ministère public, tenant l'audience où ils plaident, ainsi qu'au bâtonnier du barreau local.

« Ils peuvent également et dans les mêmes conditions assister leurs clients, ou les représenter, s'il y a lieu, dans les mesures d'instruction prescrites par jugement ou par ordonnance.

«

« *Titre V. — Art. 48.* — Les ordonnances du 20 novembre 1922 et du 27 août 1830, et les décrets du 22 mars 1852, et du 10 mars 1870, sont abrogés, ainsi que toutes les dispositions contraires au présent décret.

« *Art. 49.* — Par dérogation à l'art. 5, paragraphe premier,
» et à titre transitoire, les licenciés en droit, ayant prêté
» serment et non inscrits au barreau d'une Cour d'appel, ou
» d'un Tribunal de première instance, qui antérieurement à
» la date de la publication du présent décret, auront pris
» habituellement le titre d'avocat, pourront conserver cette
» dénomination.

« Toutefois ne bénéficieront pas de la disposition excep-
» tionnelle, qui précède, ceux qui auront été rayés par me-
» sure disciplinaire, du tableau des avocats à un barreau et les
» officiers ministériels destitués ».

Ce décret du 20 juin 1920 a donné satisfaction entière à la corporation des avocats. A l'heure actuelle, nul n'a le droit de prendre le titre d'avocat s'il ne rentre pas dans les conditions exigées par ce décret. Ainsi se trouve protégé, d'une façon effective, un titre qui permet d'exercer une profession.

III. — Action pénale

1. — Justification d'une législation pénale sur les usurpations de titres

La justification d'une législation réprimant les abus de titres est aisée à faire tant au point de vue moral qu'au point de vue juridique.

Au point de vue moral, il appert que l'usurpation d'un titre constitue un dol important vis-à-vis de ceux qui en sont pourvus à la suite de concours légitimes et d'un travail souvent considérable.

Au point de vue juridique, il est tout aussi naturel de protéger un titre hospitalier que de protéger le titre d'avocat par exemple.

2. — Précédents légaux

En dehors des arguments moraux que nous venons d'énumérer, il convient de rappeler que des précédents légaux justifient cette façon de voir. Si nous prenons en effet par exemple, la loi du 2 août 1918, nous constatons que par son article 7, elle décide que : « les Ingénieurs diplômés d'un Institut national agronomique » reçoivent le titre d'ingénieur agronome, les élèves diplômés des Ecoles nationales d'agriculture, reçoivent le titre d'Ingénieurs agricoles. Quiconque aura usurpé ces titres sera puni de peines portées à l'art. 259 du Code Pénal ».

Nous ne voyons pas pourquoi le titre d'Ingénieur agricole serait protégé par le Code Pénal alors que le titre d' « Ancien Interne des Hôpitaux de Paris » ne serait protégé que très mal par le Code Civil. D'ailleurs il n'y a pas que des Médecins qui réclament une loi sur l'usurpation de titres. Laissons à ce sujet la parole au docteur Paul Boudin.

« A leur tour, les ingénieurs électriciens s'émurent de la concurrence déloyale par laquelle n'importe qui, usant du toupet, peut hardiment et sans crainte se présenter comme ingénieur, et le syndicat des ingénieurs français provoqua plusieurs réunions pour faire assimiler le titre à celui, protégé par la loi, d'in-

» génieur agronome ou agricole (Ere nouvelle, 15 mars
» 1921).

« Vers la même époque, 7 mai 1921, la section des
» Professions libérales de la C. T. I. à la suite d'un
» rapport que j'eus l'honneur de lui soumettre, et saisie
» également par un vœu analogue, émanant du cercle
» d'études professionnelles des avocats à la Cour d'appel
» de Paris, émit le vœu suivant :

« La section des professions libérales de la C. T. I.
» considérant que les titres professionnels ou universi-
» taires ne sont pas protégés par la loi pénale qui,
» seule, serait de nature à assurer efficacement cette
» protection :

« Qu'il conviendrait d'étendre les dispositions de l'ar-
» ticle 259 du Code pénal à la garantie des titres profes-
» sionnels protégés par les lois ou règlements en vi-
» gueur ;

« Que les législations étrangères et notamment le
» Code pénal italien (art. 186) sont depuis longtemps
» entrés dans cette voie, qu'elle serait accueillie avec
» faveur par le public et par les intéressés :

« Emet le vœu que le Comité directeur de la C. T. I.
» fasse une démarche auprès des pouvoirs publics en
» vue d'obtenir le dépôt d'un projet de loi complétant
» l'article 259 du Code pénal par l'addition d'un para-
» graphe 3, ainsi conçu :

« Sera puni de la même peine, quiconque aura pris
» sans droit, dans quelque but que ce soit, ou bien un
» titre professionnel protégé par les lois et règlements
» en vigueur, ou bien un titre universitaire, ou un

» grade conféré par un établissement national d'enseignement ».

« Le 12 juillet 1921, une proposition de loi était déposée à la Chambre des députés et ainsi conçue :

« *Art. 1.* — Nul ne peut faire usage d'un titre professionnel, s'il ne remplit pas les conditions légalement exigées pour le porter.

« *Art. 2.* — L'usage du titre professionnel d'ingénieur et architecte sera réglementé par décret rendu en Conseil d'Etat, après avis des groupements professionnels, régulièrement constitués.

« *Art. 3.* — Il est ajouté à l'art. 259 du code Pénal un alinéa ainsi conçu :

« Sera puni des peines portées à l'alinéa premier du présent article quiconque aura fait usage d'un titre professionnel sans remplir les conditions légalement exigées pour le porter ».

« Au nom de la commission de législation civile et criminelle de la Chambre, M. Lionville déposa son rapport à la séance du 27 juin 1922. Le rapporteur demanda la disjonction des deux premiers articles pour ne conserver que le troisième, motifs pris de difficultés rencontrées au sein des associations d'ingénieurs, qui n'avaient pas pu se mettre d'accord. Il fut décidé de surseoir à la réglementation des professions d'ingénieur, d'architecte et de vétérinaire.

« Sur la proposition du Garde des Sceaux, il fut substitué aux mots « titre professionnel », ceux-ci : « titre attaché à une profession légalement réglementée ».

« Ce texte fut voté par la Chambre le 28 novembre 1923.

» Au Sénat, M. Fernand Rabier déposa un rapport favorable le 6 mars 1924, au nom de la commission de législation civile et criminelle. A son tour, le Sénat adopta ce texte qui devint la loi du 26 mars 1924. Enfin, rappelons la loi du 31 juillet 1923, qui, par son article 3, punit des peines édictées par l'article 259 du Code pénal, quiconque aura usurpé le titre de docteur vétérinaire ou aura laissé s'établir une confusion avec le titre de docteur en médecine. Jusqu'ici, en ce qui concerne notre profession, quiconque ayant le droit légal d'exercer la profession de médecin, de dentiste, de sage-femme, avait la possibilité de s'affubler du titre de docteur en médecine français, sans être punissable par les tribunaux répressifs.

« Désormais, quiconque n'a pas obtenu le diplôme d'Etat de docteur en médecine, ne pourra pas s'intituler docteur ; sinon il sera passible d'un emprisonnement de six mois à deux ans.

« Le titre professionnel de médecin est également réglementé aux termes de la loi du 30 novembre 1892, ce titre englobant les docteurs en médecine et les officiers de santé. Ainsi, un mécanicien dentiste ne saurait-il s'intituler : *Mon dentiste* « pour laisser croire et lire *médecin dentiste* ». Les masseurs ne peuvent pas non plus s'intituler : « *médecins masseurs, ou chirurgiens-masseurs* ».

« Notre ami le Dr Levassort qui organisa d'une manière magistrale le Congrès de 1906 ; doit être heu-

» reux et fier du succès obtenu, après bien des années,
» il est vrai, mais dont le *primum movens* se trouve
» dans les rapports et discussions de ces assises mé-
» dico-juridiques d'il y a 18 années.

« La C. T. I. groupant les desiderata communs des
» professions libérales, a su, grâce à MM. Briand et
» Galié, intéresser le Parlement à la cause, trop ou-
» bliée, des travailleurs intellectuels ».

3° Nécessité d'une loi nouvelle réglant l'usurpation des titres.

La conclusion qui dérive de l'étude que nous venons de faire c'est qu'il est nécessaire qu'une loi nouvelle étende encore les prescriptions de l'art. 259 du Code Pénal.

Le sujet est beaucoup plus vaste que celui de la protection du titre d'ancien interne ou d'ancien externe. Il s'agit en réalité de protéger des titres tels que ceux d'ingénieur, d'architecte, etc... titres valablement décernés par des écoles ou des administrations de l'Etat, et qui ne sont que très mal protégés par la loi du 26 mars 1924.

Au Congrès de la Fédération des Associations Professionnelles des Externes et anciens Externes des hôpitaux de France tenu en février 1927, à Strasbourg, M. L. Justin-Besançon, Interne des Hôpitaux de Paris, a déposé un rapport qui vient à l'appui de nos conclusions. A la suite de ce rapport, le vœu suivant a été émis par le 3^e Congrès de la F. A. E. : Vœu ; « Les ti-

» tres obtenus après concours dans un établissement
» public d'assistance ou d'hospitalisation devraient être
» protégés par une loi dérivant de celle du 26 mars
» 1924 et étendant les prescriptions de l'alinéa I^{er} de
» l'article 259 du Code pénal. »

CONCLUSIONS

1. Le Code Civil et le Code Pénal protègent de façon insuffisante les titres médicaux.

2. La loi du 30 novembre 1892 protège mal le titre de Docteur en Médecine.

3. La loi du 26 mars 1924 ne protège qu'insuffisamment les titres honorifiques de la Faculté de Médecine puisque cette loi spécifie que « seul est punissable l'usage d'un titre attaché à une profession ».

4. La défense des titres hospitaliers n'est assurée que d'une façon tout à fait précaire par un recours devant la juridiction civile.

5. Les titres obtenus après concours dans un établissement public d'assistance et d'hospitalisation devraient être protégés par une loi dérivant de celle du 26 mars 1924 et étendant les prescriptions de l'alinéa 1^{er} de l'art. 259 du Code Pénal.

Vu, le Doyen,
H. ROGER.

Vu, le Président de la thèse,
BALTHAZARD.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

CODE CIVIL. — Article 1382 ex.

CODE PÉNAL. — Article 259. Loi du 30 novembre 1892 ; Loi du 2 août 1918 (art. 7) ; Décret du 20 juin 1920 ; Loi du 26 mars 1924.

V. BALTHAZAR. — *Précis de médecine légale*, (Paris d'après les épreuves de la prochaine édition).

BULLETIN de l'Association Professionnelle des Externes et Anciens Externes des Hôpitaux de Paris (*Science médicale pratique*, avril 1927).

L. JUSTIN-BESANÇON. — La protection du titre d'externe et d'ancien externe (*Rapport présenté au Congrès de la F. A. E. de Strasbourg*).

Dr Paul BOUDIN. — Loi réprimant l'usurpation des titres professionnels (*Concours Médical*, 27 avril 1924, p. 1037).

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.....	9
CHAPITRE I.....	41
CHAPITRE II : La défense du titre de docteur en médecine.....	15
CHAPITRE III : La défense des titres de la Faculté de médecine.....	22
CHAPITRE IV : La défense des titres hospitaliers.....	35
CHAPITRE V : L'action civile, l'action coopérative et l'action pénale dans les poursuites pour usurpation de titres.....	39
CONCLUSIONS.....	53
BIBLIOGRAPHIE.....	55
